

nature à créer cette prospérité? Les honorables membres du gouvernement, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, nous promettaient la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis, s'ils arrivaient au pouvoir, ainsi que des marchés où nos cultivateurs pourraient vendre leurs produits à des prix rémunérateurs. On les a vus même proposer l'union commerciale avec les Etats-Unis. Mais nous ne les entendons plus parler d'union commerciale ou de réciprocité absolue maintenant. Il est très désirable, dans l'intérêt du pays, que notre commerce d'exportations s'accroisse, et, cependant, qu'est-ce qu'a fait le gouvernement actuel pour procurer de nouveaux marchés aux cultivateurs du Canada? Malgré toutes les promesses retentissantes de ses membres lorsqu'ils étaient dans l'opposition, leurs actes se réduisent à rien, du moins d'après tout ce que je puis voir. Le gouvernement actuel nous avait promis une ligne de paquebots rapides pour le service transatlantique, pour faciliter le transport des produits agricoles jusqu'aux marchés européens. A-t-il fait quelque chose dans cette direction? Nous avons ici, je crois, un modèle de paquebot à goulot de bouteille, et c'est à peu près tout ce que le gouvernement a fait. Les membres du gouvernement actuel, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, déclaraient au pays que s'ils réussissaient à renverser du pouvoir ces tories renégats, ils obtiendraient aussitôt la réciprocité avec les Etats-Unis. Entendons-nous parler maintenant de cette réciprocité? Ont-ils rempli une seule des promesses qu'ils ont faites au peuple? Pas une. Un paragraphe du discours du trône nous parle de la guerre du Sud-africain. Mon honorable ami, le ministre de la Justice, ne nous a pas dit, hier, combien l'envoi de contingents canadiens dans le Transvaal coûtera au pays. Je considère que la ligne de conduite tenue par le gouvernement canadien au sujet de ces contingents nous a amoindris aux yeux du monde. Le gouvernement actuel a expédié à ses frais nos volontaires en Afrique; mais il les a laissés là, sans faire rien de plus pour eux, et le gouvernement britannique s'est trouvé obligé de les nourrir et de les entretenir. Nous devrions avoir honte de nous-mêmes. Nous jouissons des avantages que nous offre la qualité de sujets britanniques.

Connaissions-nous bien la valeur de ces avantages? Si nous voyageons de mer en mer, d'un océan à un autre, dans les divers

pays, sous les divers climats, nous jouissons de la protection de la mère patrie et du drapeau britannique—drapeau qui est, partout où il flotte, le symbole de la liberté et de l'honneur. Cependant, on nous a laissés sous l'impression que le gouvernement canadien ne paiera pas la solde de nos volontaires actuellement engagés dans la guerre du Transvaal. On attribue cette mesquinerie du gouvernement canadien à l'attitude prise par un certain ministre. Tous les membres du gouvernement sont également responsables de cette mesquinerie et également blâmables. Si les membres du gouvernement se laissent conduire par le bout du nez par l'un d'entre eux, ils sont indignes de leur position. Ils sont tous aussi responsables que peut l'être le ministre des Travaux publics—celui sur lequel l'on veut faire peser exclusivement de blâme. Le paragraphe du discours du trône au sujet des contingents est très ambigu. Le gouvernement ne dit pas explicitement s'il devra payer tous les frais de nos soldats en Afrique, ou quelle partie de ces frais sera supportée par notre gouvernement. Le public canadien a besoin de renseignements sur ce point, et le gouvernement n'est pas d'accord avec l'opinion publique en Canada s'il croit qu'il soit juste que le gouvernement britannique paie la solde et l'entretien de nos volontaires en Afrique, pendant la présente guerre. Le gouvernement nous déclare aussi que l'envoi de ces troupes en Afrique ne doit pas être considéré comme un précédent. Le gouvernement, lorsqu'il a fait cette déclaration, ne devait pas non plus, envoyer en Afrique plus d'un contingent; mais il lui a fallu changer d'avis—l'opinion publique l'ayant forcé de faire un second envoi de troupes. Ayant ainsi agi contre sa première détermination et sous la pression de l'opinion publique, il a perdu tout droit à notre reconnaissance pour avoir agi finalement comme il l'a fait. S'il n'avait pas envoyé en Afrique un second contingent, il n'aurait pas agi conformément aux désirs du pays. Il a fallu le forcer de faire ce qui était juste et dans l'intérêt de l'empire. Les membres du gouvernement actuel, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, nous promettaient une union commerciale avec les différentes parties de l'empire, ou en d'autres termes, un commerce préférentiel, ou l'obtention d'un traitement privilégié.